Ordonnance Souveraine n° 16.376 du 9 juillet 2004 modifiant l'article 2 de l'ordonnance n° 11.401 du 21 novembre 1994 fixant le montant des droits à percevoir en vertu de la loi n° 564 du 15 juin 1952 autorisant les services administratifs à percevoir des droits à l'occasion de la délivrance de certaines pièces ou de l'accomplissement de formalités

<i>Type</i>	Texte réglementaire
<i>Nature</i>	Ordonnance Souveraine
<i>Date du texte</i>	9 juillet 2004
<i>Publication</i>	Journal de Monaco du 23 juillet 2004 ^[1 p.3]
<i>Thématiques</i>	Service public ; Administration fiscale

Lien vers le document : <https://legimonaco.mc/tnc/ordonnance/2004/07-09-16.376@2004.07.24>

LEGIMONACO

www.legimonaco.mc

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 564 du 15 juin 1952 autorisant les services administratifs à percevoir des droits à l'occasion de la délivrance de certaines pièces ou de l'accomplissement de formalités et notamment son article 2 ;

Vu Notre ordonnance n° 11.401 du 21 novembre 1994 fixant le montant des droits à percevoir en vertu de la loi n° 564 du 15 juin 1952 autorisant les services administratifs à percevoir des droits à l'occasion de la délivrance de certaines pièces ou de l'accomplissement de formalités à compter du 1er janvier 2002 par Notre ordonnance n° 15.118 du 23 novembre 2001 ;

Voir l'article 2 de l'ordonnance n° 11.401 du 21 novembre 1994.

Notes

Liens

1. Journal de Monaco du 23 juillet 2004

^ [p.1] <https://journaldemonaco.gouv.mc/Journaux/2004/Journal-7661>